

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2267

12 OCTOBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon définissant pour l'année 1989 les critères de répartition de la part de 5 % de la dotation générale annuelle visée à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980 et 16 juin 1988;

Considérant qu'il convient que la dotation prévue à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 mentionné ci-avant apporte un soutien financier aux communes dans les plus brefs délais en raison de la disparition de fait du financement par la Région du Fonds spécial de l'aide sociale; qu'en effet, l'année budgétaire 1989 est largement entamée;

Considérant que l'alimentation de la trésorerie des entités locales ne peut être retardée;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. La part de 5 % visée à l'article 3 du décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes est répartie pour l'année 1989, entre les communes de la Région wallonne suivant les critères définis dans le présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Un montant de 23 800 000 francs est réparti entre les communes reprises à l'annexe I du présent arrêté et selon la ventilation y figurant sur base de projets sociaux novateurs et exceptionnels qu'elles ont établis à ce jour sur la proposition de leur Centre public d'aide sociale.

§ 2. Le solde est réparti de la manière suivante :

1^o 27 % sont répartis par parts égales entre les communes de Charleroi et de Liège;

2^o 23 % sont répartis entre les autres communes comptant une population égale ou supérieure à 50 000 habitants suivant les critères des articles 3 et 4;

3^o 50 % sont répartis entre les communes restantes suivant les critères des articles 3 et 5.

Art. 3. Un forfait de 640 000 francs est attribué aux communes figurant à l'annexe II du présent arrêté, dont le Centre public d'aide sociale a affecté, à ce jour, à temps plein ou à temps partiel, un travailleur social à la mission de coordination prévue à l'article 62 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale. Le forfait est imputé sur les parts visées à l'article 2, § 2, 2^o ou 3^o, selon que la commune compte plus ou moins de 50 000 habitants.

Art. 4. Après attribution du forfait visé à l'article 3, le solde de la partie mentionnée à l'article 2, § 2, 2^o, est réparti de la manière suivante :

1^o 20 % au prorata des dépenses brutes supportées par le Centre public d'aide sociale pour le paiement du droit à un minimum de moyens d'existence;

2^o 11 % au prorata du nombre de lits agréés d'hôpitaux, de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de repos et de soins, gérés par le Centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le Centre public d'aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale gérant ce type d'établissements;

3^o 10 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le Centre public d'aide sociale;

4^o 10 % au prorata du nombre d'habitants;

5^o 7 % au prorata du nombre de repas servis à domicile, soit par un service du Centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le Centre public d'aide sociale a passé une convention écrite;

6^o 5 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le Centre public d'aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;

7^o 11 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le Centre public d'aide sociale ou organisés par ce dernier;

8^o 1 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins, à but non lucratif, agréées, dont le Centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation;

9^o 20 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le Centre public d'aide sociale occupe en cette qualité;

10^o 5 % au prorata des frais justifiés supportés par le Centre public d'aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

Art. 5. Après attribution du forfait visé à l'article 3, le solde de la part mentionnée à l'article 2, § 2, 3^o est réparti de la manière suivante :

1^o 22 % au prorata des dépenses brutes supportées par le Centre public d'aide sociale pour le paiement du droit à un minimum de moyens d'existence;

2° 12 % au prorata du nombre de lits agréés d'hôpitaux, de maisons de repos pour personnes âgées et/ou de maisons de soins, gérés par le Centre public d'aide sociale ainsi qu'au prorata des parts prises par le Centre public d'aide sociale dans les intercommunales et/ou les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aides sociale gérant ce type d'établissements;

3° 1 % au prorata du nombre de lits agréés d'établissements ayant pour objet l'hébergement d'enfants mineurs, gérés par le Centre public d'aide sociale;

4° 11 % au prorata du nombre d'habitants;

5° 8 % au prorata de repas servis à domicile, soit par un service du Centre public d'aide sociale, soit par un service privé ou public avec lequel le Centre public d'aide sociale a passé une convention écrite;

6° 5,5 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'aide sociale dans le cadre de services de soins à domicile organisés par le Centre public d'aide sociale ou prestés sous convention écrite avec ce dernier;

7° 12 % au prorata du nombre d'heures prestées par des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées sous convention écrite avec le Centre public d'aide sociale ou organisés par ce dernier;

8° 1 % au prorata des charges nettes supportées par le Centre public d'aide sociale pour l'hébergement de personnes âgées dans des maisons de repos et/ou des maisons de repos et de soins, à but non lucratif, agréées, dont le Centre public d'aide sociale n'assure pas la gestion en propre ou en participation;

9° 22 % au prorata du nombre de travailleurs sociaux que le Centre public d'aide sociale occupe en cette qualité;

10° 5,5 % au prorata des frais justifiés supportés par le Centre public d'aide sociale et directement liés au placement d'un usager dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle.

Art. 6. Les critères des articles 4 et 5 sont, avant répartition, multipliés par un coefficient fiscal déterminé de la manière suivante :

- un quotient fiscal est calculé pour chaque commune comme suit : il est établi une fraction ayant pour numérateur le montant par habitant du total des redevances et impôts communaux diminué du produit par habitant des taxes et redevances appliquées aux centrales nucléaires et du produit par habitant de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques et pour dénominateur le produit par habitant de cette dernière taxe ramenée au taux de 1 %;
- le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est fictivement fixé, pour l'application de l'alinéa précédent :
 - à 6 %, en ce qui concerne le numérateur, et à 1 %, en ce qui concerne le dénominateur, de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'État pour les communes qui n'ont pas établi la taxe;
 - à six fois le produit de la taxe ramenée au taux de 1 % pour les communes qui l'ont établie à un taux inférieur à 6 %;
- le coefficient fiscal est obtenu en normalisant comme suit le quotient fiscal de chaque commune :
 - a) par la soustraction de la moyenne arithmétique des quotients des communes de la troisième catégorie;
 - b) par la division du résultat précédent par l'écart-type relatif à ces mêmes quotients;
 - c) le quotient ainsi normalisé est divisé par cinq et majoré d'une unité.

Art. 7. Le coefficient visé à l'article 6 est multiplié par un facteur correcteur déterminé comme suit :

Il est établi annuellement le revenu cadastral imposable moyen par habitant des communes de la troisième catégorie attribué aux biens ordinaires bâtis et non-bâtis; les écarts relevés dans chaque commune par rapport à cette moyenne sont ajoutés ou soustraits, pour moitié, à l'unité selon qu'ils lui sont inférieurs ou supérieurs.

Le résultat ainsi obtenu est plafonné à 1,25 ou est d'au moins 0,75 selon le cas.

Art. 8. Le forfait visé à l'article 3 est attribué à la condition que le travailleur social affecté à la mission de coordination suive un cycle de formation dont le contenu et les modalités d'organisation sont fixés par l'Exécutif de la Communauté française.

Lorsque la mission de coordination est assurée par un travailleur à temps partiel, le montant du forfait est réduit à due concurrence, les prestations étant comptées en dixièmes.

Art. 9. Les dépenses brutes de « minimex » visées au 1° des articles 4 et 5 sont celles qui résultent de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 10. Le nombre de lits visé au 1° des articles 4 et 5 est celui arrêté au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 11. Le nombre d'habitants visé au 4° des articles 4 et 5 est celui arrêté par l'Institut national de Statistiques au 1^{er} janvier de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 12. Le nombre de repas à domicile visé au 5° des articles 4 et 5 est le nombre de repas servi au cours de l'année précédant l'exercice de répartition.

Art. 13. Les charges nettes visées au 6° des articles 4 et 5 résultent, soit des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition dans l'hypothèse de services de soins à domicile organisés par le Centre public d'aide sociale, soit de la convention écrite signée par ce dernier dans l'hypothèse de soins à domicile assurés par un service privé ou public sous convention.

Art. 14. Le nombre d'heures visées au 7° des articles 4 et 5 est le nombre d'heures prestées par les aides familiales et les aides seniors auprès des bénéficiaires au cours de l'année précédant l'exercice de répartition et qui ont fait l'objet d'une intervention financière du Centre public d'aide sociale.

Art. 15. Les charges nettes visées au 8° des articles 4 et 5 résultent des comptes de la pénultième année précédant l'exercice de répartition.

Art. 16. Les travailleurs sociaux visés au 9° des articles 4 et 5 sont ceux occupés au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de répartition à l'exclusion des personnes sous statut précaire (C.M.T., C.S.T., T.C.T., stagiaires O.N.E.M., contractuels subventionnés et autres). Pour les travailleurs sociaux à temps partiel, les prestations sont comptées en dixièmes.

Art. 17. Le placement dans un dispositif d'insertion socio-professionnelle visé au 10° des articles 4 et 5 du présent arrêté doit résulter d'un contrat de travail et d'un contrat socio-pédagogique. Seront seuls pris en compte les frais pris en charge par les C.P.A.S. en application de l'article 60, § 7 de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S.

Art. 18. Pour l'application de l'article 6 sont pris en considération :

1° le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques communiqué par le Ministère des Finances pour l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition;

2° le montant des redevances et impôts communaux autres que la taxe visée au 1° et portés en droit constatés, propres à l'exercice, au service ordinaire des comptes communaux de l'avant-dernière année qui précède celle de la répartition.

Art. 19. Le revenu cadastral imposable visé à l'article 7 est celui qui résulte des renseignements communiqués par l'Administration centrale du cadastre du Ministère des Finances et se rapportant à l'avant-dernier exercice d'imposition qui précède celui de la répartition.

Art. 20. Des avances sur la dotation définitive fixée sur la base du présent arrêté peuvent être octroyées par le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau, à concurrence de 75 % des dotations obtenues par les centres publics d'aide sociale pour l'année 1988 dans la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale.

Les avances déjà liquidées pour l'année 1989 en exécution de la convention passée entre le Gouvernement et l'Exécutif régional wallon, en application de l'article 77 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, restent acquises aux centres publics d'aide sociale qui les ont reçues; elles seront déduites des dotations définitives revenant aux communes de ces centres.

Art. 21. Les dispositions de l'article 29 du décret du 20 juillet 1989 du Conseil régional wallon fixant les règles du financement général des communes wallonnes sont applicables au présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté et délégué pour la liquidation des dotations et avances.

Namur, le 12 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Annexe I

Projets sociaux novateurs et exceptionnels (article 2)

1. Dotation complémentaire de 400 000 francs à chacune des 52 communes mentionnées à l'annexe II	F	20 800 000
2. Opérations « Ete-jeunes »		
Ans	F	40 000
Arlon		27 000
Ath		40 000
Aywaille		80 000
Binche		80 000
Bouillon		14 000
Châtelet		40 000
Chaufontaine		65 000
Doische		40 000
Flémalle		40 000
Gedinne		27 000
Hamoir		22 000
Havelange		13 000
Huy		18 000
Liège		40 000
Malmedy		27 000
Morlanwelz		80 000
Nandrin		40 000
Neufchâteau		13 000
Ottignies		40 000
Rixensart		24 000
Seraing		27 000
Soignies		21 000
Stavelot		5 000
Tournai		80 000
Tubize		35 000
Visé		15 000
Waremmé		7 000

F

1 000 000

3. Projet « Enfance maltraitée »		
Charleroi	F	1 000 000
4. Projet d'élaboration d'outils en vue de la réinsertion socio-professionnelle des personnes marginalisées par rapport au marché du travail		
Andenne	F	450 000
5. Projet d'action sociale en milieu ouvert en faveur des jeunes		
Trooz	F	150 000
6. Action en matière de réinsertion sociale		
Oupeye	F	200 000
7. Projet-pilote de réinsertion sociale		
Tubize	F	200 000
	TOTAL F	23 800 000 F

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Annexe II

Communes attributaires du forfait de 640 000 francs
pour affectation d'un travailleur social à une mission de coordination (article 3)

Province de Brabant

Braine-l'Alleud
Chastres
Ittre
Nivelles
Ottignies-Louvain-la-Neuve
Rixensart
Wavre

Province de Hainaut

Antoing
Ath
Belcell
Braine-le-Comte
Chapelle-lez-Herlaimont
Châtelet
Enghien
Frameries
La Louvière
Leuze
Manage
Mons
Morlanwelz
Péruwelz
Sivry-Rance
Soignies
Thuin
Tournai

Province de Liège

Amay
Beyne-Heusay
Chaufontaine
Flémalle
Fléron
Herstal
Marchin
Oupeye
Seraing
Soumagne
Theux
Verviers
Visé
Waremme

Province de Luxembourg

Durbuy
Mettet
Nassogne
Saint-Hubert
Tellin

Province de Namur

Ciney
Dinant
Floreffe
Fosses-la-Ville
Havelange
Namur
Rochefort
Sambreville

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 12 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2287

12. OKTOBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Kriterien der Verteilung des Anteils von 5 Pzt. an der in Artikel 3 des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden erwähnten jährlichen allgemeinen Dotation

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers für den Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des durch die Gesetze vom 9. August 1980 und vom 16. Juni 1989 abgeänderten Artikels 3, § 1;

In der Erwägung, daß die in Artikel 3 des vorerwähnten Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 20. Juli 1989 vorgesehene Dotation die Gemeinden wegen des de facto Entfallens der Finanzierung des Sonderfonds für Sozialhilfe durch die Region unverzüglich finanziell unterstützen muß; daß das Haushaltsjahr 1989 tatsächlich schon langem angefangen hat;

In der Erwägung, daß die Bevorratung des Kassengelds der lokalen Körperschaften nicht verzögert werden kann;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Der in Artikel 3 des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden erwähnte Anteil von 5 Pzt. wird für das Jahr 1989 unter die Gemeinden der Wallonischen Region gemäß den im vorliegenden Erlaß festgelegten Kriterien verteilt.

Art. 2. § 1. Ein Betrag von 23 800 000 Franken wird unter die in der Anlage I zu diesem Erlaß aufgezählten Gemeinden und gemäß den dort aufgeführten Angaben auf der Grundlage von Neuerung anstrebenden und außergewöhnlichen Sozialprojekten, die sie bisher auf Vorschlag ihres öffentlichen Sozialhilfezentrums ausgearbeitet haben, verteilt.

§ 2. Der Restbetrag wird wie folgt verteilt :

1° 27 Pzt. werden zu gleichen Teilen unter die Gemeinden Charleroi und Lüttich verteilt;

2° 23 Pzt. werden gemäß den Kriterien der Artikel 3 und 4 unter die anderen Gemeinden verteilt, die eine Bevölkerung von 50 000 Einwohnern oder mehr haben;

3° 50 Pzt. werden gemäß den Kriterien der Artikel 3 und 5 unter die anderen Gemeinden verteilt.

Art. 3. Ein Pauschalbetrag von 640 000 Franken wird den in der Anlage II zu diesem Erlaß aufgezählten Gemeinden zugeteilt, deren öffentliches Sozialhilfezentrum zum heutigen Tag einen Sozialarbeiter zur Ausführung der in Artikel 62 des Gesetzes vom 8. Juli 1976 zur Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Koordinationsaufgabe voll- oder teilweise eingesetzt hat. Der Pauschalbetrag wird auf die in Artikel 2, § 2, 2° oder 3° erwähnten Anteile, je nach dem, ob die Gemeinde mehr oder weniger als 50 000 Einwohner hat, angerechnet.

Art. 4. Nach der Zuteilung des in Artikel 3 erwähnten Pauschalbetrags wird der Restbetrag des in Artikel 2, § 2, 2° erwähnten Anteils wie folgt verteilt :

1° 20 Pzt. im Verhältnis zu den vom öffentlichen Sozialhilfezentrum für die Bezahlung des Anspruchs auf das Existenzminimum getragenen Rohausgaben;

2° 11 Pzt. im Verhältnis zur anerkannten Anzahl Betten in Krankenhäusern, in Erholungsheimen für Betagte und/oder in Erholungs- und Genesungsheimen, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum verwaltet werden, sowie im Verhältnis der vom öffentlichen Sozialhilfezentrum an den im Kapitel XII des Gesetzes vom 8. Juli 1976 zur Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Interkommunalen und/oder Einrichtungen, die derartige Anstalten verwalten, übernommenen Anteile;

3° 10 Pzt. im Verhältnis zur anerkannten Anzahl Betten in Anstalten, die das Unterbringen minderjähriger Kinder bezwecken und die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum verwaltet werden;

4° 10 Pzt. im Verhältnis zur Einwohnerzahl;

5° 7 Pzt. im Verhältnis zur Anzahl der entweder vom öffentlichen Sozialhilfezentrum, oder von einem privaten bzw. öffentlichen Dienst, mit dem das öffentliche Sozialhilfezentrum eine schriftliche Vereinbarung eingegangen ist, hausbedienten Essen;

6° 5 Pzt. im Verhältnis zu den vom öffentlichen Sozialhilfezentrum im Rahmen von Hausversorgungsdiensten, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum organisiert oder aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung mit letzterem geleistet werden, getragenen Nettolasten;

7° 11 Pzt. im Verhältnis zur Stundenzahl, die von Diensten für Familien und Betagtenhilfe geleistet werden, die aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung mit dem öffentlichen Sozialhilfezentrum anerkannt oder von letzterem organisiert werden;

8° 1 Pzt. im Verhältnis zu den Nettolasten, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum für das Unterbringen betagter Personen in anerkannten Erholungsheimen und/oder Erholungs- und Genesungsheimen ohne Erwerbszweck, deren Verwaltung vom öffentlichen Sozialhilfezentrum weder in Eigentum noch in Beteiligung wahrgenommen wird, getragen werden;

9° 20 Pzt. im Verhältnis zur Anzahl Sozialarbeiter, die das öffentliche Sozialhilfezentrum in dieser Eigenschaft beschäftigt;

10° 5 Pzt. im Verhältnis der vom öffentlichen Sozialhilfezentrum nachweislich getragenen Kosten, die in unmittelbarem Zusammenhang mit der Vermittlung eines Verbrauchers in ein System der sozio-beruflichen Wiedereingliederung.

Art. 5. Nach der Zuteilung des in Artikel 3 erwähnten Pauschalbetrags wird der Restbetrag des in Artikel 2, § 2, 3° erwähnten Anteils wie folgt verteilt:

1° 22 Pzt. im Verhältnis zu den vom öffentlichen Sozialhilfezentrum für die Bezahlung des Anspruchs auf das Existenzminimum getragenen Rohausgaben;

2° 12 Pzt. im Verhältnis zur anerkannten Anzahl Betten in Krankenhäusern, in Erholungsheimen für Betagte und/oder in Erholungs- und Genesungsheimen, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum verwaltet werden, sowie im Verhältnis der vom öffentlichen Sozialhilfezentrum an den im Kapitel XII des Gesetzes vom 8. Juli 1976 zur Organisation der öffentlichen Sozialhilfezentren erwähnten Interkommunalen und/oder Einrichtungen, die derartige Anstalten verwalten, übernommenen Anteile;

3° 1 Pzt. im Verhältnis zur anerkannten Anzahl Betten in Anstalten, die das Unterbringen minderjähriger Kinder bezwecken und die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum verwaltet werden;

4° 11 Pzt. im Verhältnis zur Einwohnerzahl;

5° 8 Pzt. im Verhältnis zur Anzahl der entweder vom öffentlichen Sozialhilfezentrum, oder von einem privaten bzw. öffentlichen Dienst, mit dem das öffentliche Sozialhilfezentrum eine schriftliche Vereinbarung eingegangen ist, hausbedienten Essen;

6° 5,5 Pzt. im Verhältnis zu den vom öffentlichen Sozialhilfezentrum im Rahmen von Hausversorgungsdiensten, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum organisiert oder aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung mit letzterem geleistet werden, getragenen Nettolasten;

7° 12 Pzt. im Verhältnis zur Stundenzahl, die von Diensten für Familien und Betagtenhilfe geleistet werden, die aufgrund einer schriftlichen Vereinbarung mit dem öffentlichen Sozialhilfezentrum anerkannt oder von letzterem organisiert werden;

8° 1 Pzt. im Verhältnis zu den Nettolasten, die vom öffentlichen Sozialhilfezentrum für das Unterbringen betagter Personen in anerkannten Erholungsheimen und/oder Erholungs- und Genesungsheimen ohne Erwerbszweck, deren Verwaltung vom öffentlichen Sozialhilfezentrum weder in Eigentum noch in Beteiligung wahrgenommen wird, getragen werden;

9° 22 Pzt. im Verhältnis zur Anzahl Sozialarbeiter, die das öffentliche Sozialhilfezentrum in dieser Eigenschaft beschäftigt;

10° 5,5 Pzt. im Verhältnis der vom öffentlichen Sozialhilfezentrum nachweislich getragenen Kosten, die in unmittelbarem Zusammenhang mit der Vermittlung eines Verbrauchers in ein System der sozio-beruflichen Wiedereingliederung.

Art. 6. Die Kriterien der Artikel 4 und 5 werden vor der Verteilung mit einem wie folgt ermittelten Steuerkoeffizienten multipliziert:

- ein Steuerquotient wird für jede Gemeinde wie folgt ausgemacht: es wird ein Bruch aufgestellt, dessen Zähler der Betrag — pro Einwohner — der gesamten Gemeindegebühren und -steuern ist, nachdem diese um den Ertrag — pro Einwohner — der auf die Kernkraftwerke angewandten Steuern und Gebühren und um den Ertrag — pro Einwohner — der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen verringert worden sind, und dessen Nenner der Betrag — pro Einwohner — dieser letzten auf 1 Pzt. reduzierten Steuer ist;
- der Ertrag der Gemeindezuschlagsteuer zu der Steuer auf die natürlichen Personen wird für die Anwendung des vorangehenden Absatzes fiktiv festgelegt:
 - was den Zähler betrifft, auf 6 Pzt. und, was den Nenner betrifft, auf 1 Pzt. der zugunsten des Staates erhobenen Steuer auf die natürlichen Personen für die Gemeinden, die die Steuer nicht eingeführt haben;
 - auf 6 mal den Ertrag, der auf 1 Pzt. reduzierten Steuer für die Gemeinden, die sie auf einen Satz festgelegt haben, der niedriger liegt als 6 Pzt.;
- Zur Ermittlung des Steuerkoeffizienten wird der Steuerquotient jeder Gemeinde wie folgt genormt:
 - a) durch die Subtraktion des arithmetischen Mittels der Quotienten der Gemeinden der dritten Kategorie;
 - b) durch die Teilung des vorangehenden Ergebnisses durch die Standardabweichung, die sich auf dieselben Quotienten bezieht;
 - c) der so genormte Quotient wird durch fünf geteilt und um eine Einheit erhöht.

Art. 7. Der in Artikel 6 erwähnte Koeffizient wird mit einem wie folgt festgelegten Berichtigungsfaktor multipliziert:

Jedes Jahr wird das den bebauten und unbebauten gewöhnlichen Gütern beigemessenen durchschnittliche steuerpflichtige Katastereinkommen der Gemeinden der dritten Kategorie pro Einwohner berechnet; die in jeder Gemeinde festgestellten Abweichungen von diesem Durchschnitt werden zur Hälfte der Einheiten hinzugefügt oder von letzterer abgezogen, je nach dem ob sie unter oder über besagtem Durchschnitt liegen.

Das auf diese Weise ermittelte Ergebnis beträgt je nach Fall höchstens 1,25 oder mindestens 0,75.

Art. 8. Der in Artikel 3 erwähnte Pauschalbetrag wird zugeteilt, vorausgesetzt, daß der zur Ausführung einer Koordinationsaufgabe eingesetzte Sozialarbeiter einen Ausbildungslehrgang, dessen Inhalt und Modalitäten von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft festgelegt werden, besucht.

Wird die Koordinationsaufgabe von einem Teilzeitbeschäftigten wahrgenommen, so wird der Pauschalbetrag auf den entsprechenden Betrag reduziert, wobei die Leistungen in Zehnteln gerechnet werden.

Art. 9. Die unter 1° der Artikel 4 und 5 erwähnten « Minimax »-Rohausgaben sind diejenigen, die aus dem letzten Jahr, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, resultieren.

Art. 10. Die unter 1° der Artikel 4 und 5 erwähnte Anzahl Betten ist diejenige, die am 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, festgestellt worden ist.

Art. 11. Die unter 4° der Artikel 4 und 5 erwähnte Einwohnerzahl ist diejenige, die am 1. Januar des Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, vom Landesamt für Statistiken festgestellt worden ist.

Art. 12. Die Anzahl der unter 5° der Artikel 4 und 5 erwähnten hausbedienten Essen ist die Anzahl Essen, die im Laufe des Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, bedient worden ist.

Art. 13. Die unter 6° der Artikel 4 und 5 erwähnten Nettolasten resultieren entweder aus den Rechnungen des letzten Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, im Falle, daß die Hausversorgungsdienste vom öffentlichen Sozialhilfzentrum organisiert werden, oder aus der von letzterem unterzeichneten schriftlichen Vereinbarung, im Falle, daß die Hausversorgungsdienste von einem privaten oder einem öffentlichen Dienst kraft einer Vereinbarung geleistet werden.

Art. 14. Die unter 7° der Artikel 4 und 5 erwähnte Stundenzahl ist die von den Familienpflegerinnen und Seniorenpflegerinnen im Laufe des Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, bei den Empfängern geleistete Anzahl Stunden, die den Gegenstand einer finanziellen Beteiligung des öffentlichen Sozialhilfzentrums gebildet haben.

Art. 15. Die unter 8° der Artikel 4 und 5 erwähnten Nettolasten resultieren aus den Rechnungen des letzten Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht.

Art. 16. Die unter 9° der Artikel 4 und 5 erwähnten Sozialarbeiter sind diejenigen, die am 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht, beschäftigt sind, wobei die Personen mit unsicherem Statut (angestellte Arbeitslose, zeitweiliger Sonderstellenplan, dritter Arbeitsweg, LAAB-Praktikante, bezuschußtes Vertragspersonal und sonstige) ausgeschlossen sind. Für Sozialarbeiter, die eine Teilzeitbeschäftigung haben, werden die Leistungen in Zehnteln gerechnet.

Art. 17. Die unter 10° der Artikel 4 und 5 dieses Erlasses erwähnte Vermittlung in ein System der sozio-beruflichen Wiedereingliederung soll auf der Grundlage eines Arbeitsvertrags und eines sozio-beruflichen Vertrags erfolgen. Lediglich die von den ÖSHZ in Anwendung von Artikel 60, § 7 des Grundgesetzes vom 8. Juli 1976 über die ÖSHZ übernommenen Kosten werden berücksichtigt.

Art. 18. Zwecks Anwendung von Artikel 6 werden berücksichtigt:

1° der vom Finanzministerium mitgeteilte Ertrag der Gemeindegeldsteuer zur Steuer auf die natürlichen Personen für das vorletzte Rechnungsjahr, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht;

2° die Beträge der Gemeindegebühren und -steuern als die im Punkt 1° erwähnte Steuer, die als festgestellte Anrechte für das eigentliche Rechnungsjahr im ordentlichen Dienst der Gemeindefinanzen des vorletzten Jahres, das dem Jahr voraufliegt, auf das sich die Verteilung bezieht.

Art. 20. Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers kann Vorschüsse auf die auf der Grundlage dieses Erlasses festgelegte endgültige Dotation gewähren, und zwar in Höhe von 75 Pzt. der von den öffentlichen Sozialhilfzentren für das Jahr 1988 in der Verteilung des Sonderfonds für Sozialhilfe erhaltenen Dotationen. Die Vorschüsse, die für das Jahr 1989 in Ausführung der zwischen der Regierung und der Wallonischen Regionalexekutive in Anwendung von Artikel 77 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen abgeschlossenen Vereinbarung bereits ausgezahlt worden sind, bleiben den öffentlichen Sozialhilfzentren, die sie erhalten haben, gesichert; sie werden von den Gemeinden dieser Zentren zustehenden endgültigen Dotationen abgezogen werden.

Art. 21. Die Bestimmungen des Artikels 29 des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der wallonischen Gemeinden finden auf den vorliegenden Erlaß Anwendung.

Art. 22. Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 23. Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt und für die Auszahlung der Dotationen und der Vorschüsse bevollmächtigt.

Namür, den 12. Oktober 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden,
der Bezuschußten Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Anlage I

Neuerung anstrebende und außergewöhnliche Sozialprojekte (Artikel 2)

1. Zusätzliche Dotation von 400 000 Franken für die jeweiligen 52 Gemeinden, die in der Anlage II aufgezählt sind..... F	20 800 000
2. Aktion « Été-jeunes »	
Ans	F 40 000
Arlon.....	27 000
Ath	40 000
Aywaille	80 000
Binche	80 000
Bouillon	14 000
Châtelet	40 000
Chaufontaine	65 000
Doische	40 000
Flémalle	40 000
Gedinne	27 000
Hamoir	22 000
Havelange	13 000
Huy	18 000
Lüttich	40 000
Malmedy	27 000
Morlanwelz	80 000
Nandrin	40 000
Neufchâteau	13 000
Ottignies	40 000
Rixensart	24 000
Seraing	27 000
Soignies	21 000
Stavelot	5 000
Tournai	80 000
Tubize	35 000
Visé	15 000
Waremme	7 000
	F 1 000 000
3. Projekt « mißhandelte Jugend »	
Charleroi	F 1 000 000
4. Projekt zur Schaffung von Instrumentarien zwecks sozio-beruflicher Wiedereingliederung der auf dem Arbeitsmarkt benachteiligten Personen . F	450 000
5. Projekt von Sozialaktionen in aufgeschlossener Umgebung	
Trooz	F 150 000
6. Aktion im Bereich der sozialen Wiedereingliederung	
Oupeye	F 200 000
7. Musterprojekt zur sozialen Wiedereingliederung	
Tubize	F 200 000
	F 23 800 000
Ingesamt F	

Gesehen als Anlage zum Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Oktober 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden,
der Bezuschulften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,
A. COOLS

Anlage II

Gemeinden, die den Pauschalbetrag von 640 000 Franken zwecks Einsatzes eines Sozialarbeiters zur Ausführung einer Koordinationsaufgabe (Artikel 3) bekommen

Provinz Brabant

Braine-l'Alleud
Chastres
Itre
Nivelles
Ottignies-Louvain-la-Neuve
Rixensart
Wavre

Provinz Hennegau

Antoing
Ath
Belœil
Braine-le-Comte
Chapelle-lez-Herlaimont
Châtelet
Enghien
Frameries
La Louvière
Leuze
Manage
Mons
Morlanwelz
Péruwelz
Sivry-Rance
Soignies
Thuin
Tournai

Provinz Lüttich

Amay
Beyne-Heusay
Chaufontaine
Flémalle
Fléron
Herstal
Marchin
Oupeye
Seraing
Soumagne
Theux
Verviers
Visé
Waremme

Provinz Luxemburg

Durbuy
Mettet
Nassogne
Saint-Hubert
Tellin

Provinz Namür

Ciney
Dinant
Floreffe
Fosses-la-Ville
Havelange
Namür
Rochefort
Sambreville

Gesehen als Anlage zum Erlaß der Exekutive vom 12. Oktober 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden,
der Bezugschützen Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2287

12 OKTOBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende bepaling, voor het jaar 1989, van de criteria voor de verdeling van het deel van 5 % van de jaarlijkse algemene dotatie bedoeld in artikel 3 van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse Gemeenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980 en 16 juni 1989;

Overwegende dat het geboden is dat de dotatie voorzien in artikel 3 van het hierboven vermelde decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 onverwijld een financiële steun aan de gemeenten verleent ten gevolge van de feitelijke verdwijning van de financiering door het Gewest van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn; dat inderdaad het begrotingsjaar reeds lang is begonnen;

Overwegende dat de voorziening van de thesaurie van de lokale entiteiten geen vertraging mag lijden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Het aandeel van 5 % bedoeld in artikel 3 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten wordt, voor het jaar 1989, verdeeld onder de Waalse gemeenten overeenkomstig de in dit besluit bepaalde criteria.

Art. 2. § 1. Een bedrag van 23 800 000 frank wordt verdeeld onder de gemeenten vermeld in bijlage I van dit besluit, overeenkomstig de daarin vermelde verdeling, op basis van de vernieuwende en buitengewone sociale ontwerpen die zij, op die dag op de voordracht van hun Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn hebben opgemaakt.

§ 2. Het saldo wordt verdeeld op de volgende wijze :

1° 27 % wordt verdeeld op gelijke aandelen onder de gemeenten Charleroi en Luik;

2° 23 % wordt verdeeld onder de andere gemeenten met een bevolking gelijk aan of boven de 50 000 inwoners volgens de criteria van de artikelen 3 en 4;

3° 50 % wordt verdeeld onder de overblijvende gemeenten volgens de criteria van de artikelen 3 en 4.

Art. 3. Een vast bedrag van 640 000 frank wordt toegekend aan de gemeenten vermeld in bijlage II van dit besluit waarvan het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, op die dag, één maatschappelijke werker voor de coördinatieopdracht bedoeld in artikel 62 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn, voltijds of deeltijds, heeft aangesteld. Het vast bedrag wordt afgetrokken van de in artikel 2, § 2, 2° of 3° bedoelde aandelen volgens de gemeente meer of minder dan 50 000 inwoners telt.

Art. 4. Na toekenning van het in artikel 3 bedoelde vast bedrag wordt het saldo van het in artikel 2, § 2, 2° bedoelde deel verdeeld als volgt :

1° 20 % naar rata van de bruto-uitgaven gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn voor de betaling van het recht tot de minimum bestaansmiddelen;

2° 11 % naar rata van het aantal erkende bedden van ziekenhuizen, rusthuizen voor bejaarden en/of van rust- en verzorgingshuizen beheerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, alsmede naar rata van de inbreng van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in de intercommunales en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn die zulke instellingen beheren;

3° 10 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die als doel hebben huisvesting te bezorgen aan minderjarige kinderen en die door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

4° 10 % naar rata van het aantal inwoners;

5° 7 % naar rata het aantal maaltijden die aan huis worden bezorgd, hetzij door een dienst van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé- of een openbare dienst waarmee het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

6° 5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van verzorgingsdiensten aan huis georganiseerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn of gepresteerd in het kader van een schriftelijke overeenkomst gesloten met voornoemd centrum;

7° 11 % naar rata van het aantal uren gepresteerd door erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen en bejaarden die een schriftelijke overeenkomst met het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn hebben gesloten of die door dit centrum worden georganiseerd;

8° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winstoogmerk die het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn niet op zijn eigen of in participatie beheert;

9° 20 % naar rata van het aantal maatschappelijke werkers die het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in deze hoedanigheid tewerkstelt;

10° 5 % naar rata van de verantwoorde kosten die door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn worden gedragen en die rechtstreeks verband houden met de plaatsing van een gebruiker in een stelsel voor socio-professionele integratie.

Art. 5. Na toekenning van het in artikel 3 bedoelde vast bedrag, wordt het saldo van het in artikel 2, § 2, 2° vermelde deel verdeeld als volgt :

1° 22 % naar rata van de bruto-uitgaven gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn voor de betaling van het recht tot de minimum bestaansmiddelen;

2° 12 % naar rata van het aantal erkende bedden van ziekenhuizen, rusthuizen voor bejaarden en/of van rust- en verzorgingshuizen beheerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, alsmede naar rata van de inbreng van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in de intercommunales en/of de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn die zulke instellingen beheren;

3° 1 % naar rata van het aantal erkende bedden van instellingen die als doel hebben huisvesting te bezorgen aan minderjarige kinderen en die door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn worden beheerd;

4° 11 % naar rata van het aantal inwoners;

5° 8 % naar rata het aantal maaltijden die aan huis worden bezorgd, hetzij door een dienst van het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn, hetzij door een privé- of een openbare dienst waarmee het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn een schriftelijke overeenkomst heeft gesloten;

6° 5,5 % naar rata van de nettolasten gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in het kader van verzorgingsdiensten aan huis georganiseerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn of gepresteerd in het kader van een schriftelijke overeenkomst gesloten met voornoemd centrum;

7° 12 % naar rata van het aantal uren gepresteerd door erkende diensten voor hulpverlening aan gezinnen en bejaarden die een schriftelijke overeenkomst met het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn hebben gesloten of die door dit centrum worden georganiseerd;

8° 1 % naar rata van de nettolasten gedragen door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn voor de huisvesting van bejaarden in erkende rusthuizen en/of rust- en verzorgingshuizen zonder winstoogmerk die het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn niet op zijn eigen of in participatie beheert;

9° 22 % naar rata van het aantal maatschappelijke werkers die het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn in deze hoedanigheid tewerkstelt;

10° 5,5 % naar rata van de verantwoorde kosten die door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn worden gedragen en die rechtstreeks verband houden met de plaatsing van een gebruiker in een stelsel voor socio-professionele integratie.

Art. 6. De criteria van de artikelen 5 en 6 worden, voor verdeling, vermenigvuldigd met een fiscaal coëfficiënt bepaald als volgt :

- een fiscaal quotiënt wordt berekend voor elke gemeente als volgt : een breuk wordt vastgesteld met als teller het totaal bedrag per inwoner van de totale gemeenteretributies en -belastingen, verminderd met de opbrengst per inwoner van de belastingen en retributies toegepast op de kerncentrales en met de opbrengst per inwoner van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, en met als noemer de opbrengst per inwoner van laatstgenoemde belasting teruggebracht tot het percentage van 1 %;
- de opbrengst van de aanvullende belasting op de personenbelasting wordt voor de toepassing van vorig lid fictief vastgesteld :
 - voor de teller op 6 % en voor de noemer op 1 % van de personenbelasting geïnd ten voordele van de Staat door de gemeenten die de belasting niet hebben geheven;
 - op zesmaal de opbrengst van de belasting teruggebracht tot 1 % voor de gemeenten die de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting hebben geheven op een percentage dat lager is dan 6 %;
- de fiscale coëfficiënt wordt berekend door het als volgt normaliseren van de fiscale coëfficiënt van elke gemeente :

- a) door aftrek van het rekenkundige gemiddelde van de quotiënten van de gemeenten van de derde categorie;
- b) door deling van de vorige uitkomst door het standaardverschil betreffende diezelfde quotiënten;
- c) het aldus genormaliseerde quotiënt wordt gedeeld door vijf en vermeerderd met één eenheid.

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde coëfficiënt wordt vermenigvuldigd met een verbeterde factor die bepaald is als volgt : het gemiddelde belastbaar kadastraal inkomen per inwoner van de gemeenten van de derde categorie toegekend aan de gewone bebouwde en onbebouwde goederen wordt jaarlijks berekend; de in elke gemeente opgehaalde verschillen ten aanzien van dit gemiddelde worden toegevoegd aan of afgetrokken van de eenheid naar gelang zij kleiner of groter zijn dan die eenheid.

Het zo gekregen resultaat is, volgens het geval, beperkt tot 1,25 % of bedraagt ten minste 0,75.

Art. 8. Het in artikel 3 bedoelde vast bedrag wordt toegekend voor zover de maatschappelijke werker die voor de hierboven vermelde coördinatieopdracht wordt aangesteld, een vormingscyclus volgt waarvan de inhoud en de nadere regels voor de organisatie door de Executieve van de Franse Gemeenschap zijn vastgesteld.

Wanneer de coördinatieopdracht door een deeltijdse werker wordt waargenomen, wordt het vast bedrag tot het passende beloop verminderd, waarbij de prestaties in tienden worden berekend.

Art. 9. De bruto-minimexuitgaven bedoeld in 1° van de artikelen 4 en 5 zijn deze die voortkomen uit het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 10. Het aantal bedden bedoeld in 1° van de artikelen 4 en 5 is het aantal dat wordt vastgesteld op 31 december van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 11. Het aantal inwoners bedoeld in 4° van de artikelen 4 en 5 is het aantal dat door het Nationaal Instituut voor de Statistiek wordt vastgesteld op 1 januari van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 12. Het aantal huis bezorgde maaltijden bedoeld in 5° van de artikelen 4 en 5 is het aantal maaltijden opgediend in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 13. De nettolasten bedoeld in 6° van de artikelen 4 en 5 komen voort, ofwel uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, in geval van verzorgingsdiensten aan huis die door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn worden georganiseerd, ofwel uit de schriftelijke overeenkomst die door dit centrum wordt ondertekend in geval van thuisverzorging die door een privé- of openbare dienst in het kader van een overeenkomst wordt gegeven.

Art. 14. Het aantal uren bedoeld in 7° van de artikelen 4 en 5 is het aantal uren gepresteerd door de gezins-hulpsters en bejaardenhulpsters bij de begunstigen in de loop van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat, waarvoor het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn een financiële tegemoetkoming heeft verleend.

Art. 15. De nettolasten bedoeld in 8° van de artikelen 4 en 5 komen voort uit de rekeningen van het voorlaatste jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat.

Art. 16. De maatschappelijke werkers bedoeld in 9° van de artikelen 4 en 5 zijn zij die op 31 december van het jaar dat aan het verdelingsjaar voorafgaat tewerkgesteld zijn, met uitsluiting van de personen met preciaire statuten (TWT-ers, BTK-ers, DAC-ers, RVA-stagiairs, gesubsidieerde contractuelen en anderen). Wat de deeltijdse maatschappelijke werkers betreft, worden de prestaties in tienden berekend.

Art. 17. De plaatsing in een stelsel voor socio-professionele integratie bedoeld in 10° van de artikelen 4 en 5 moet voortvloeien uit een arbeidsovereenkomst en uit een socio-pedagogische overeenkomst.

Alleen de kosten genomen door de O.C.M.W. te zijnen laste met toepassing van artikel 60, § 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de O.C.M.W. zullen in aanmerking worden genomen.

Art. 18. Voor de toepassing van artikel 6 komen in aanmerking :

1° de opbrengst van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting meegedeeld door het Ministerie van Financiën voor het voorlaatste belastingjaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat;

2° het bedrag van de retributies en van andere gemeentebelastingen dan de sub 1° bedoelde belasting die, gesteld in invorderingsrechten eigen aan het dienstjaar, op de gewone dienst van de gemeenterekeningen van het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat, zijn gebracht.

Art. 19. Het belastbaar kadastraal inkomen bedoeld in artikel 7 is dit dat uit de inlichtingen meegedeeld door het hoofdbestuur van het Kadaster van het Ministerie van Financiën en die betrekking hebben op het voorlaatste jaar dat aan dit van de verdeling voorafgaat, voortkomt.

Art. 20. De Minister van Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water kan voorschotten op de op basis van dit besluit vastgestelde definitieve dotatie verlenen ten belope van 75 % van de dotaties ontvangen door de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn in de verdeling van het Bijzonder Fonds voor Maatschappelijk Welzijn.

De voor het jaar 1989 al vereffende voorschotten in uitvoering van de overeenkomst gesloten tussen de Regering en de Waalse Gewestexecutieve met toepassing van artikel 77 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, blijven behouden aan de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn die deze voorschotten hebben ontvangen; zij worden afgehouden van de vaste dotaties die aan de gemeenten van die centra toekomen.

Art. 21. De bepalingen van artikel 29 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake de algemene financiering van de Waalse gemeenten zijn van toepassing op dit besluit.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 23. De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water is belast met de uitvoering van dit besluit en is gemachtigd de dotaties en voorschotten te verreffenen.

Namen, 12 oktober 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met de Economie,
de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

Bijlage I

Vernieuwende en buitengewone sociale ontwerpen (artikel 2)

1. Aanvullende dotatie van 400 000 frank aan elk van de bijlage II vermelde gemeenten F	20 800 000
2. Operatie « Été-jeunes »	
Ans F	40 000
Aarlen	27 000
Aat	40 000
Aywaille	80 000
Binche	80 000
Bouillon	14 000
Châtelet	40 000
Chaudfontaine	65 000
Doische	40 000
Flémalle	40 000
Gedinne	27 000
Hamoir	22 000
Havelange	13 000
Hoei	18 000
Luik	40 000
Malmedy	27 000
Morlanwelz	80 000
Nandrin	40 000
Neufchâteau	13 000
Ottignies	40 000
Rixensart	24 000
Seraing	27 000
Zinnik	21 000
Stavelot	5 000
Doornik	80 000
Tubeke	35 000
Wezet	15 000
Borgworm	7 000

1 000 000

3. Projekt « Enfance maltraitée »		
Charleroi	F	1 000 000
4. Projekt voor de uitwerking van hulpmiddelen met het oog op de socio-professionele wederopname van personen die zich buiten de arbeidsmarkt bevinden		
Andenne	F	450 000
5. Projekt voor sociale actie in open milieu ten voordele van de jeugd		
Trooz	F	150 000
6. Actie inzake sociale wederopname		
Oupeye	F	200 000
7. Pilot-project voor sociale wederopname		
Tubeke	F	200 000
TOTAAL	F	23 800 000

Ons bekend om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 oktober 1989 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

Bijlage II

Gemeenten die voor de aanwijzing van een maatschappelijke werker
voor een coördinatieopdracht (artikel 3) het vast bedrag van 640 000 frank genieten

Provincie Brabant

Eigenbrakel
Chastres
Itter
Nijvel
Ottignies-Louvain-la-Neuve
Rixensart
Waver

Provincie Henegouwen

Antoing
Aat
Belœil
s'-Gravenbrakel
Chapelle-lez-Herlaimont
Châtelet
Edingen
Frameries
La Louvière
Leuze
Manage
Bergen
Morlanwelz
Péruwelz
Sivry-Rance
Zinnik
Thuin
Doornik

Provincie Luik

Amay
Beyne-Heusay
Chaufontaine
Flémalle
Fléron
Herstal
Marchin
Oupeye
Seraing
Soumagne
Theux
Verviers
Wezet
Borgworm

Provincie Luxemburg

Durbuy
Mettet
Nassogne
Saint-Hubert
Tullin

Provincie Namen

Ciney
Dinant
Floreffe
Fosses-la-Ville
Havelange
Namen
Rochefort
Sambreville

Ons bekend om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 oktober 1989 te worden gevoegd.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

AUTRES ARRÊTÉS**SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES****Transferts**

Par arrêté royal du 28 novembre 1989, les membres du personnel du Ministère des Affaires économiques dont les noms suivent sont transférés à partir du 1er décembre 1989 à l'Exécutif flamand :

Deboelpaep, Robert, adjunct-adviseur.
De Pooter, Cyriel, adjunct-adviseur.
Geeraert, Geert, e.a. ingénieur.
Lauwereys, Marc, inspecteur.
Van Gelder, Jenny, bestuurssecretaris.
Kinable, Robert, bestuurssecretaris.
Mannaerts, Jozef, bestuurssecretaris.
Min, Eric, bestuurssecretaris.
Dhaenens, André, bestuurssecretaris.
Peeters, Yvo, bestuurssecretaris.
Van Wesemael, Jan, onderbureaucheef.
Sterkendries, Jeannine, onderbureaucheef.
De Leenheer, Johan, onderbureaucheef.
Beeckman, Dirk, onderbureaucheef.
Schepers, Maria, opsteller.
Dumortier, Christiane, opsteller.
Verlinden, Liliane, opsteller.

Par arrêté royal du 28 novembre 1989, les membres du personnel du Ministère des Affaires économiques dont les noms suivent sont transférés à partir du 1er décembre 1989 à l'Exécutif régional wallon :

Molderez, Jules, premier conseiller.
Pierson, Léon, conseiller adjoint.
Loterman, Claude, ingénieur principal.
Meurice, Frédéric, secrétaire d'administration.
Mercier, Jean, secrétaire d'administration.
Vilain, Didier, secrétaire d'administration.
Bertrand, Annick, secrétaire d'administration.
Vanbersie, Daniel, secrétaire d'administration.
Pahaut, José, sous-chef de bureau.
Cheront, Bernard, sous-chef de bureau.

ANDERE BESLUITEN**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN****Overdrachten**

Bij koninklijk besluit van 28 november 1989 worden de personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken, waarvan de namen volgen, overgedragen naar de Vlaamse Executieve, met ingang van 1 december 1989 :

Selders, Frank, opsteller.
De Baerdemaecker, François, hoofdklerk.
De Smet, François, hoofdklerk.
Van Mechelen, Jenny, eerste klerk.
Thomas, Chantal, e.a. klerk-typiste.
Van De Voorde, Martine, e.a. klerk-typiste.
Schurmans, Ghislaine, eerste klerk.
Baldewyns, Anita, eerste klerk.
Arbijn, Martin, eerste klerk.
Tietens, Cedric, eerste klerk.
Bellens, Nicole, eerste klerk.
Moelaert, Guy, eerste klerk.
Steyaert, Lutgarde, eerste klerk-stenotypiste.
Wierinckx, Rachel, hoofdbeampte.
Verdeyen, Rachel, hoofdbeampte.
Stroobant, Maxim, e.a. beampte.
Vancrombrugge, Anne-Marie, e.a. beampte.

Bij koninklijk besluit van 28 november 1989 worden de personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken, waarvan de namen volgen, overgedragen naar de Waalse Gewestexecutieve, met ingang van 1 december 1989 :

Conotte, Marie-Alice, sous-chef de bureau.
Moreau, Alain, sous-chef de bureau.
Gilsoul, Marie-Claire, rédacteur.
Magerat, Martine, rédacteur.
Zebier, Liliane, commis-dactylographe chef.
Debauche, Jeanne, commis-chef.
Covias, Christiane, commis-chef.
Machuroux, Nadine, commis-sténodactylographe principal.
Plomteux, Andrée, agent en chef.